



SERVICE DE PRESSE
ET VEILLE

PROPOS LIMINAIRE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LORS DE LA CONFERENCE DE PRESSE AVEC M. VLADIMIR POUTINE, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Moscou, le lundi 07 février 2022

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, Monsieur le Président, cher Vladimir.

Merci pour votre accueil dans un moment difficile, à la fois par les contraintes sanitaires et les tensions qui sont à l'œuvre sur le continent européen, et en ce jour, en effet, qui marque le 30ème anniversaire de la reprise de nos relations diplomatiques et de cet accord bilatéral que vous avez évoqué, et je ne reviendrai pas sur ce que vous avez évoqué sur les relations bilatérales entre nos deux pays, parce que nous sommes aujourd'hui conscients de la gravité, l'un et l'autre, de la situation et de la nécessité impérieuse, dans l'intérêt de tous, de trouver le chemin de la préservation de la paix et de la stabilité en Europe. Je crois profondément qu'il est encore temps. Le dialogue à la fois historique et stratégique que nous avons construit ensemble au cours des dernières années peut y aider, et c'est dans ce contexte que nous avons décidé, en effet, de nous rencontrer aujourd'hui à Moscou. Nous avons eu un échange nourri, substantiel, concentré sur les tensions actuelles et les voies de désescalade comme les garanties de nature à préserver la sécurité et la stabilité sur notre continent.

Monsieur le Président, vous venez de rappeler ici quelle était la vision de la Russie, qu'il s'agisse de l'Alliance atlantique, des intérêts de sécurité qui sont les vôtres ou de la question ukrainienne. Je crois que chacun aura vu que vous avez une vision forte qui, parfois, n'est pas la même que celle des Européens ou des Occidentaux - point n'est besoin ici de le souligner - et qui marque très clairement des différences de vues qu'il faut assumer, et que nous avons d'ailleurs regardées l'un et l'autre. Moi, je crois dans l'Europe et l'unité de l'Europe, je pense que c'est un élément fondateur et fondamental. Et en effet, la politique de portes ouvertes de l'OTAN a été actée en ce qu'elle est aussi essentielle, existentielle pour des pays comme la Suède ou la Finlande. Il serait surprenant d'ailleurs de leur dire soudainement que l'OTAN change de ligne. Par contre, nous devons considérer ce que vous avez exprimé avec vos mots, qui sont les incompréhensions successives, les traumatismes à coup sûr, qui se sont construits durant les trois dernières décennies, et la nécessité de bâtir les termes nouveaux qui permettront seuls la sécurité et la stabilité dans la région. Mais je ne pense pas que bâtir ces termes nouveaux passe par la révision partielle des trente dernières années d'accords, ni de nos principes fondamentaux, ni en limitant

le droit de certains Européens qui ne sont pas parties prenantes des désaccords actuels. Je pense que c'est un élément très important.

Une fois cela étant posé, nous avons essayé de bâtir des éléments de convergence pour agir utilement dans les prochaines semaines. Le premier élément, c'est la nécessité de travailler très rapidement pour éviter toute escalade. L'accumulation des tensions en cours emporte un risque de dégradation brutale de l'équilibre et de la stabilité du continent. Elle ne serait dans l'intérêt de personne car ni la Russie, ni les Européens, n'ont intérêt au désordre et à l'instabilité dans une période où les peuples du continent, éprouvés sur le plan sanitaire, mais aussi économique ou sociaux, aspirent avant tout à la tranquillité et à l'apaisement. Il relève donc de notre responsabilité partagée de nous entendre sur des mesures concrètes pour stabiliser la situation et envisager une désescalade. Nous les avons évoquées ensemble. Elles devront être confirmées dans les prochains jours et prochaines semaines. Elles dépendent des consultations qui sont en cours, des échanges avec les États-Unis, l'OTAN, des concertations avec les Européens, des échanges que j'aurai aussi demain avec le Président ZELENSKY. Je veux ici dire que le Président POUTINE m'a en tout cas assuré de sa disponibilité à s'engager dans cette logique, et de sa volonté de maintenir ces équilibres d'initiatives, et en particulier en ce qui concerne la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Les prochains jours seront déterminants et nécessitent évidemment des discussions nourries que nous allons poursuivre ensemble. Mais ça implique - et je crois que c'était très clair dans le propos que vient de tenir le Président POUTINE, et l'échange que nous avons eu - qu'une désescalade sûre et durable nécessite d'avancer sur les questions de fond.

C'est le deuxième grand type de sujet sur lequel nous avons longuement discuté, qui est la volonté de travailler ensemble sur les garanties de sécurité qui nous permettront de construire un nouvel ordre de sécurité et de stabilité en Europe. Cet ordre dispose tout d'abord d'un socle que nous avons bâti et acté ensemble, en tant qu'États souverains, conformément aussi au principe de continuité de la vie des États. Je parle là de la Russie et de la France, mais de tous les autres États qui sont partie prenante à ces traités. Ce socle, ce sont les principes fondateurs de la sécurité européenne auxquels nous avons collectivement souscrit dans la Charte de Paris, puis réaffirmé dans les déclarations subséquentes de l'OSCE. Ces droits qui découlent de la souveraineté ont été, force est de le constater, violés ou battus en brèche sur notre continent. Je pense par exemple au respect de l'intégrité territoriale des États, au non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, à l'inviolabilité des frontières, à la non-intervention dans les affaires intérieures ou à l'exécution de bonne foi des obligations du droit international, comme au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Quelle que soit la lecture historique que nous faisons des crises, des déséquilibres qui ont bousculé ces dernières années, la sécurité de notre continent - dont nous avons là aussi longuement parlé - pour être maintenue, a besoin que nous ne reproduisions pas ici les erreurs du passé. Et donc, nous avons passé plusieurs heures à échanger aujourd'hui, mais c'est aussi le fil d'un échange et de discussions reprises et commencées il y a plusieurs années. Je mesure les malentendus qui se sont installés, les traumatismes qui font partie aussi de l'histoire des peuples. Je ne mésestime pas non plus les morsures du passé et les traumatismes qui existent chez plusieurs membres de l'Union européenne qui ont vécu un XXe siècle différent de celui de la France. Je crois que nous ne

pouvons pas construire ni notre présent, ni notre avenir, en faisant fi de cela. Ça n'a pas disparu durant ces trente dernières années. Mais nous ne pouvons pas courir le risque collectivement de voir revenir en Europe le spectre de la confrontation, des sphères d'influence, de l'instabilité et du désordre. Cela créerait d'autres fractures, d'autres rancœurs, d'autres menaces. Il est toujours simple de commencer un conflit, beaucoup moins de savoir le terminer et de bâtir une paix durable. C'est pourquoi je ne crois pas que nous soyons condamnés à choisir entre de nouvelles règles ou l'absence de règles. C'est ce qui relève chez moi de l'optimisme de la volonté. Parce que je sais l'attachement de la Russie à la souveraineté et aux droits qu'elle emporte, j'ai la conviction que nous pourrions construire la sécurité et la stabilité en Europe en réaffirmant et en respectant l'acquis de l'OSCE que nous avons construit ensemble, mais aussi en bâtissant des solutions nouvelles, peut-être plus innovantes, sur, justement, notre capacité à apporter des garanties concrètes de sécurité. Nous l'avons évoqué de manière très directe, en respectant les intérêts et les éléments de sécurité et de stabilité pour tous nos frères européens, mais en respectant les demandes et les garanties qui sont posées par notre voisin et ami russe. J'ai dit au Président POUTINE ma préoccupation à cet égard sur le projet de nouvelle Constitution de la Biélorussie qui propose de supprimer deux notions fondamentales de son statut depuis 1994 et l'appel du 27 décembre dernier du Président LOUKACHENKO sur les armes nucléaires. J'ai à cet égard, je dois le dire, été rassuré par le Président POUTINE. Tout cela est un point de préoccupation car il vient accroître les déstabilisations. Bâtir ensemble, dans le respect de nos fondamentaux, des garanties concrètes de sécurité pour les États membres de l'Union européenne, pour les États de la région, l'Ukraine, la Géorgie, la Biélorussie et pour la Russie, c'est exactement l'ambition que nous devons poursuivre. Nous avons eu une discussion qui a permis d'enclencher une série de propositions sur lesquelles je crois pouvoir dire qu'il y a des termes de convergence entre la Russie et la France. Vous avez vous-même commencé des discussions avec l'OTAN et les États-Unis d'Amérique. Il nous appartient, dans les prochains jours et les prochaines semaines, de poursuivre ces discussions concrètes pour bâtir précisément ces nouvelles garanties de paix et de sécurité. À cet égard les demandes de garantie formulées de longue date par la Russie sur la limitation des déploiements militaires, la transparence des activités militaires conventionnelles en Europe, la transparence sur la défense anti-missiles et le régime de contrôle et de limitation post FNI sur les missiles de courte portée et intermédiaires sont autant de demandes de la Russie qui correspondent exactement aux demandes formulées par les États européens. Je ne doute pas que nous serons en capacité d'apporter une réponse collective, nous tous Européens, mais aussi alliés et Américains. Nous avons très récemment démontré notre capacité à travailler ensemble, en particulier au sein du P5 qui réunit les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies. Aussi, je pense, comme d'ailleurs nous l'avons évoqué l'un et l'autre, que ce format serait aussi de nature à nous permettre d'avancer sur ces sujets et de pouvoir - en particulier sur les sujets de maintien de la paix et de sécurité - là aussi bâtir des solutions communes.

Le troisième sujet sur lequel nous avons acté des éléments de convergence et d'exigence - même si j'ai noté dans ce propos le Président est surtout revenu sur les éléments de préoccupation - est le règlement du conflit russo-ukrainien. Je me rendrai demain à Kiev pour rencontrer le Président ZELENSKY. Nous sommes évidemment en parfaite coordination sur ce point avec le Chancelier Olaf SCHOLZ avec lequel je me suis étroitement coordonné il y a quelques jours

et que je retrouverai demain en fin d'après-midi à Berlin. Nous poursuivons nos efforts au sein du format Normandie en vue de la pleine mise en œuvre des accords de Minsk et d'une résolution durable du conflit dans le Donbass. La dernière réunion des conseillers du format Normandie a permis d'acter le soutien inconditionnel de l'ensemble des parties prenantes au respect du cessez-le feu, ce qui est une avancée réelle. Nous souhaitons bâtir sur cette dynamique afin d'avancer de manière très concrète et de continuer la mise en œuvre de ces accords, strictement et en totalité. Nous sommes revenus sur plusieurs points techniques durant la discussion. Je veux ici saluer les efforts faits par le Président ZELENSKY, en particulier les engagements clairs qu'il a pris dans ce format et vis-à-vis de nous tous, de retirer les lois qui n'étaient pas conformes aux accords de Minsk, puisque les lois évoquées par le Président Poutine ont bien été retirées à l'initiative du Président ZELENSKY, de la même manière que le Président Poutine a pu m'apporter pleine clarification sur les rumeurs qui courent de lois qui seraient ici déposées, qui ne seraient pas non plus conformes à ces accords, il n'en serait pas du tout question non plus. Sur la base de cette situation clarifiée, nous devons continuer à avancer, nous réengager. C'est essentiel pour la paix et la stabilité en Europe, car ce conflit est au cœur des tensions que nous vivons aujourd'hui et il est nécessaire de parvenir à un règlement qui permettrait que la Russie et l'Union européenne puissent réengager fortement leurs relations.

Nous avons aussi évoqué plusieurs autres sujets, enfin. La question, évidemment, le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Je veux ici me féliciter de la libération de huit prisonniers qui est effective depuis ce matin. Le transfert s'est fait dans un avion mis à disposition par notre centre de crise, et qui fait suite à la visioconférence que nous avons tenue avec le Premier ministre PACHINIAN et le Président ALIEV vendredi dernier. Le Président ALIEV a donc tenu l'engagement pris à notre égard. Sur le sujet des prisonniers, des disparus, de la frontière, des infrastructures de connexion comme des éléments futurs de stabilité, nous avons échangé de manière très directe. Je crois pouvoir dire d'ailleurs que nous avons une communauté de vues, Président, sur ce sujet, et je veux ici saluer le rôle que vos troupes ont pu avoir à la frontière dans un temps qui est extrêmement difficile, et comme vous, souligner l'importance du comité de Minsk dans le cadre des accords qui sont aujourd'hui les nôtres et donc du rôle tout particulier que la Russie et la France jouent à cet égard. Nous avons également évoqué la question iranienne suite aux initiatives prises récemment par les États-Unis d'Amérique et les Européens. Là aussi, une vraie convergence de vues sur ce sujet.

Je ne serai pas plus long. Je veux simplement dire que dans le moment extrêmement grave que nous vivons pour notre sécurité collective et la paix en Europe, nous avons pu mesurer les éléments aujourd'hui d'interprétations différentes ou de désaccords relatifs, mais également les éléments de convergences. Notre devoir est de travailler ensemble pour avancer. Je crois pouvoir dire que nous sommes l'un et l'autre convaincus qu'il n'y a aucune solution raisonnable et durable qui ne passe par le truchement des voies diplomatiques et politiques. Les prochains jours et les prochaines semaines seront donc marqués par des contacts que nous allons intensifier, avec évidemment l'ensemble de nos partenaires européens, avec nos alliés, avec également l'Ukraine et les autres pays de la région. Nous aurons l'occasion, dès d'ailleurs les prochains jours, de ré-échanger ensemble, par voie téléphonique. Sur le sujet de l'Ukraine comme de notre sécurité collective, notre volonté est de bâtir le cadre de confiance qui nous

permettra d'avancer avec une même volonté : préserver la stabilité, la paix et réenclencher des mécanismes de confiance pour notre Europe. C'est notre responsabilité collective et je veux ici dire l'engagement plein et entier de la France en la matière.

Je vous remercie, Président, pour votre accueil aujourd'hui.